

J. POSADAS

Ce texte se compose de deux parties : la première datant du 31 Décembre 1979, fait l'analyse immédiate des événements, et la deuxième datant du 5 Janvier 1980 reprend et développe l'argumentation et se réfère aux événements postérieurs.

CHAPITRE I

Le processus actuel montre la profondeur de la crise du système capitaliste et le développement des États ouvriers. Le capitalisme en arrive à des préparatifs de guerre plus ouverts, ce qui est un indice de sa crise. Mais cette crise n'a pas seulement, ni essentiellement, un caractère économique. Ce n'est pas non plus la crise sociale d'un pays ou d'un autre: c'est une crise du système capitaliste face aux États ouvriers. Ce n'est pas une crise due à une grève, au chômage, au manque de travail, ou à la saturation du marché. Tout cela existe et constitue les conditions de la crise du système capitaliste. Mais la crise essentielle vient de ce que le capitalisme ne peut plus supporter le progrès des États ouvriers. Ce progrès s'exprime avant tout par le fait que ceux-ci interviennent dans le monde en impulsant l'accomplissement de transformations sociales.

Le mouvement ouvrier, dans n'importe quelle partie du monde, part de la conscience qu'il compte sur des relations de forces, des points d'appui qui ne sont pas seulement en lui-même, dans son parti ou dans son propre mouvement, mais dans les relations de forces mondiales dont le centre essentiel se trouve être l'existence des États ouvriers et parmi eux, de l'Union Soviétique.

Ce processus ne se développe pas de façon égale dans tous les pays : il est inégal et combiné. Même les pays ayant le moins de traditions, de préparation politique, syndicale ou militaire, osent décider des transformations sociales. Ils n'ont pas de forces par eux-mêmes, leur développement est très inégal par rapport au reste du monde, ils sont pauvres, ils ont une économie nulle. Cependant, ils trouvent la force pour oser faire des transformations sociales.

Ce processus inégal et combiné permet aux pays les plus arriérés d'avoir la résolution de procéder à des transformations sociales. Des pays aussi petits que Grenade, petite île des Caraïbes, décident d'appliquer un programme socialiste. C'est une île minuscule qui ne dispose pas de conditions économiques, ni de bases financières, ni de relations dans le monde pour le faire. Cependant, elle décide un programme socialiste.

Cette décision de Grenade, ainsi que la décision des Soviétiques d'appuyer le mouvement révolutionnaire d'Afghanistan, sont toutes deux déterminées par ce processus inégal et combiné, et par le rapport mondial des forces qui caractérise le cours de ce processus, que ce soit sur le plan économique, social, politique, révolutionnaire ou militaire. Cela va influencer tous les partis communistes.

Ce processus de concentration des forces dans les États ouvriers - qui recueillent toutes les forces nécessaires au progrès de l'histoire -, et dans le système capitaliste - qui recueille les débris -, va s'exprimer de plus en plus. Il va tendre à réduire et à éliminer l'existence de toutes les bureaucraties. Cela ne veut pas encore dire qu'il va les faire disparaître. Elles peuvent

continuer à vivre, à faire certaines activités, mais le processus va tendre à les éliminer.

Ce processus donne lieu également à ce que des mouvements tels que le mouvement écologiste et même dans une moindre mesure celui des homosexuels - qui sont nés comme mouvements de protestation - se développent dans un sens plus organique. Ce sont des mouvements qui n'ont pas de raison d'exister. Le mouvement écologiste est un résultat de la barbarie du capitalisme. Pour résoudre les problèmes de l'écologie, il faut s'en prendre à celui qui les provoque: le système capitaliste.

Cette nécessité s'exprime dans un mouvement particulier, le mouvement écologiste, parce que les partis qui ont le devoir et la fonction de dépasser et de détruire le système capitaliste, et de construire le socialisme, ne l'ont pas fait. C'est pour cela que surgissent ces mouvements particuliers, comme la drogue, le mouvement écologiste, les homosexuels. Ils sont l'expression d'un manque de réponse historique nécessaire de la part des vieux partis communistes, socialistes, des syndicats et des États ouvriers, alors que les conditions existaient pour la donner. Il n'est pas vrai que l'on ne pouvait pas donner cette réponse. Nous ne faisons aucune accusation contre les États ouvriers, mais nous constatons qu'ils n'ont pas traité ces problèmes, parce qu'il fallait pour le faire se lancer à la destruction, à l'élimination et au dépassement du système capitaliste.

Ce processus de crise complète, profonde et aiguë du système capitaliste conduit celui-ci à préparer plus ouvertement la guerre. Avant il la préparait aussi, mais à plus long terme, tandis qu'il négociait avec l'Union Soviétique à propos des accords SALT, déguisait et camouflait son besoin de chercher la façon de survivre, en simulant des accords avec les États ouvriers. Maintenant, il ne peut le faire. Et même s'il le fait encore, l'aiguïsement du processus est d'une nature telle que les États ouvriers doivent intervenir de toutes manières. Dans cette intervention, on voit que c'est un secteur de la bureaucratie qui décide d'affronter le système capitaliste, en y incluant la guerre. Il prévoit cette perspective. Ce n'est pas comme à l'époque de Staline qui ne prévoyait rien, et qui a dû faire face à une guerre menée par ses propres alliés, les Allemands. Staline avait signé un accord avec les Allemands, pour ne pas être attaqué, et pour pousser ceux-ci à attaquer d'abord les capitalistes dits «démocratiques». Mais les Allemands l'ont quand même attaqué. Cette imprévision de Staline était due à son manque de capacité, de compréhension politique de la fonction historique de l'État ouvrier. La bureaucratie pensait essentiellement à son propre intérêt limité de bureaucratie, et elle ne pouvait donc ni prévoir, ni interpréter le monde.

Il est nécessaire de comprendre ce processus, de la même façon qu'il fallait comprendre avant, la révolution permanente et la révolution politique. Tout le vieux trotskysme a été annihilé parce qu'il ne s'est pas préoccupé de comprendre ce processus, ni théoriquement, ni politiquement, ni organisativement. Il en est resté au vieux mouvement qui exige la révolution politique, la révolution permanente, et voit le stalinisme dans le comportement de la direction soviétique. Cependant, comme ils n'osent plus parler de stalinisme de façon générale, ils particularisent certains aspects. Mais certains d'entre eux continuent à parler de stalinisme, comme si l'histoire en était encore à 1935. Cela montre l'ankylose politique de ces groupes, qui n'ont rien à voir, non seulement avec le trotskysme, mais encore avec les idées révolutionnaires.

Alors que le mouvement écologiste existe parce qu'il exprime une nécessité à laquelle les partis

ouvriers ne répondent pas, ces vieux trotskystes montrent dans quelle arriération ils vivent, et comment ils se mettent en marge du progrès de l'histoire. Ils n'adaptent pas leur fonction au progrès de l'histoire, comme le font les partis communistes, et essentiellement les États ouvriers. Dans les États ouvriers, il y a également des ultra gauchistes et des droitiers. En Yougoslavie, il y a la droite des États ouvriers. Elle correspond à ce que serait «Rouge» en France, et tous ces groupes qui vivent de critiques envers les partis communistes et les États ouvriers. Ils ne partent pas de la considération que la situation est autre, que le règlement final se prépare, que les États ouvriers appuient et impulsent le mouvement révolutionnaire mondial sous toutes ses formes, même si dans certains cas, ils le font de façon limitée. Ils ne voient pas que les États ouvriers n'ont pas d'autre perspective dans ce rapport de forces mondial que de s'associer au progrès de la révolution mondiale contre le système capitaliste. Aucun d'eux ne voit cela. Ils parlent encore de révolution politique, de révolution permanente, mais ils ne tirent pas d'expériences, ni de conclusions de ce processus de l'histoire. Ils ont encore une conception arriérée pour interpréter l'histoire.

Par exemple, à propos de l'Iran et de l'Afghanistan, l'histoire montre un processus clair et évident. Si Grenade décide d'avancer vers le socialisme (même si elle n'a pas de force, d'économie, de préparation, ni même les techniciens nécessaires), c'est parce qu'elle reçoit l'influence et l'impulsion du processus mondial de la révolution. Cela veut dire qu'elle a conscience que le capitalisme est faible, que les États ouvriers sont forts, que le socialisme est une nécessité de l'histoire, et que les gens veulent le socialisme. Et même un pays analphabète, soumis antérieurement à l'exploitation la plus brutale de l'impérialisme anglais, décide de prendre le chemin du socialisme pour progresser, et reçoit l'influence des gens. Elle n'a pas de bases prolétariennes - les ouvriers des plantations sont peu nombreux -, elle n'a pas de culture, ni de connaissances scolaires, et elle prend la voie du socialisme. C'est un indice!

Il faut situer l'Afghanistan dans ce même processus dont fait aussi partie Grenade. L'Afghanistan est un autre indice du niveau de ce processus. La révolution dans ce pays a seulement deux ans. Elle s'est faite au travers d'un processus indécis, parce qu'il n'y avait pas de parti, pas de syndicats, ni de direction, et que la direction soviétique n'avait pas agi à temps, avec toute la décision nécessaire pour construire un mouvement. Cela a créé des indécisions intérieures, et permis la prédominance de couches qui représentent une politique et un programme indécis, qui manquent de résolution et d'homogénéité pour prendre des mesures anti-capitalistes. Cela a donné lieu à toutes sortes de courants et de tendances liés aux anciens féodaux qui dirigeaient ce pays. Cependant, les Soviétiques - même dans ce processus qui ne date que de deux ans, et malgré leur propre limitation politique -, parviennent à imposer un gouvernement beaucoup plus décidé à développer une programmation socialiste.

Le secteur d'Amin ne représente pas un cas semblable à Pol Pot du Cambodge. Ce mouvement d'Afghanistan a des origines dans des couches petites-bourgeoises et bourgeoises, combinées à des secteurs liés à l'Union Soviétique et au Parti Communiste; tandis que le mouvement de Pol Pot était, ou du moins se considérait directement comme un Parti Communiste. Ce secteur d'Afghanistan est plus lié aux appareils bourgeois. Mais cela montre aussi que les Soviétiques n'ont pas mené une politique d'éducation, d'explication, d'exemples, de développement de mesures socialistes. Cela a permis aux secteurs bourgeois de prévaloir. Les Soviétiques avaient une attitude timide, due à la crainte des Yankees, et aussi à la crainte

de compromettre leur propre appareil. Autrement, un type comme Amin ne serait pas apparu. C'est ce qui s'est passé également dans le Parti Communiste d'Iran. C'est un parti très courageux, mais il avait une politique erronée, et il n'a pas prévu un Khomeiny. Il ne croyait pas qu'un processus à la Khomeiny pouvait se produire.

Les Soviétiques interviennent avec des troupes, dans des conditions où l'impérialisme montre ouvertement qu'il prépare la guerre. C'est une réponse très décidée des États ouvriers, à travers l'Union Soviétique, par laquelle ils montrent comment ils se préparent à la guerre de l'impérialisme, et comment ils se préparent à l'affrontement. Ils sont disposés à gagner tout le terrain, tous les pays, toutes les bases historiques, économiques, sociales et politiques, à développer les pays dans n'importe quelle partie du monde, pour affronter le système capitaliste. Ils ne se préoccupent pas - ou du moins pas de façon fondamentale - de la réaction de l'impérialisme à leur intervention, surtout quand il s'agit de leurs frontières.

Cette attitude de l'Union Soviétique est totalement à l'inverse de celle de l'étape de Staline qui a fait le pacte avec Hitler. Maintenant, au lieu de faire un pacte démocratique avec l'impérialisme yankee, l'Union Soviétique impulse la révolution dans n'importe quelle partie du monde. Cela ne laisse plus de place à des mouvements arriérés, gauchistes, d'origine trotskyste. Les processus ne se décident plus sous une forme «classique», normale, électorale, parlementaire, ni même syndicale, mais de façon concentrée, dans l'affrontement système contre système.

Il est certain que le prolétariat français et italien est très puissant, que les Partis Socialistes et Communistes de France et d'Italie sont très forts, que le travaillisme anglais est fort. Mais la représentation authentique du prolétariat mondial est exercée par l'Union Soviétique, et non par les Partis Communistes ou les syndicats de France ou d'Italie. Le prolétariat mondial voit dans l'Union Soviétique la réalisation de la lutte anti-capitaliste. Elle voit que l'État ouvrier représente les intérêts historiques et concrets de la classe ouvrière contre le système capi-taliste. Le prolétariat français et italien, tout en menant de grandes luttes avec beaucoup de courage et de décision contre le système capi-taliste, n'a pas de politique et de programme conséquent comme l'Union Soviétique. Les masses du monde ne s'orientent pas par conséquent sur ce que font le prolétariat ou les Partis Communistes d'Italie ou de France, mais suivent la voie de l'Union Soviétique.

Voilà ce qui détermine le cours de ce processus. Les mouvements arriérés d'origine trotskyste ou autre, qui ne comprennent pas ce processus, vont se réduire de plus en plus jusqu'à disparaître. Le mouvement écologiste existe pour les mêmes raisons. Le mouvement écologiste est une réponse de protestation de la population d'origine petite-bourgeoise aisée, et même bourgeoise, mais surtout des secteurs pauvres de la petite bourgeoisie, qui n'ont pas été attirés vers les partis Commu-nistes à cause de leur manque de continuité, de conséquence et d'assurance politique anti-capitaliste. Mais c'est un mouvement qui détache la lutte pour des problèmes écologiques de l'ensemble des luttes sociales. Il ramène la lutte pour l'élévation de la vie à un aspect particulier, celui de l'assainissement de l'environnement. Or, ce problème ne peut être résolu sans éliminer celui qui en est la cause, le système capitaliste. Ce n'est pas là une erreur des mouvements écologistes, mais une conséquence du manque d'assurance et de confiance dans les partis ouvriers qui n'ont pas mené à temps la lutte anti-capitaliste qu'ils auraient dû mener.

Depuis trois ans, nous posons le problème des mouvements écolo-gistes dans les manifestes les plus importants de l'Internationale, en soutenant leurs préoccupations et en montrant la nécessité de les incorporer. Ceux-ci ne provoquent pas une décomposition de la lutte contre le capitalisme, même s'ils mènent la lutte de façon fractionnée. Ils représentent une des formes de la volonté de combat anti-capitaliste que les États ouvriers et les partis communistes n'ont pas pris en charge. C'est sur cette base qu'il faut les interpréter pour les gagner. Les nouveaux mouvements qui se forment ne donnent aucun soutien, aucun appui, aucune acceptation au système capitaliste. Même les homosexuels en Europe, qui n'ont pas d'importance, ni de signification, s'associent à la lutte de la gauche et ne demandent pas la continuité du système capitaliste.

Il y a une rupture du capitalisme avec la culture, la science, l'art, le progrès de l'humanité, la civilisation. Le capitalisme prépare la guerre dans ces conditions, qui sont les plus défavorables pour lui. Les mouvements révolutionnaires - du Salvador, de Grenade ou du Nicaragua -, se produisent parce que les gens ont la conviction et la sécurité que la voie du progrès est la lutte anti-capitaliste, et qu'ils se décident à la prendre. Ces pays sont arriérés, ils n'ont rien : voilà l'aspect inégal. Mais l'aspect combiné du processus consiste dans le fait qu'ils voient dans d'autres parties du monde, à Cuba, en Éthiopie, en Angola, au Mozambique, au Vietnam - des pays qui comme eux n'ont rien du tout -, que les grandes luttes qui ont été menées ont triomphé. Il y avait dans ces pays, soit des partis communistes, soit des mouvements révolutionnaires qui se sont transformés en partis communistes, mais suivant la voie de l'Union Soviétique.

Dans ces conditions, le capitalisme n'a pas de points d'appui, ni de soutien. C'est dans la plus complète solitude qu'il prépare la guerre. Et c'est aussi à cette étape que se produisent des luttes comme celle de l'Afghanistan. La situation n'est pas la même que lors de l'intervention des Soviétiques en Pologne en 1939. Ils étaient déjà intervenus de cette façon en Pologne et en Finlande en 1939 (4), mais il n'y avait alors qu'un seul État ouvrier. L'Union Soviétique avait envahi la Finlande et la Pologne contre son allié du moment, les nazis, pour maintenir ceux-ci éloignés de ses frontières. C'est ainsi que Trotsky analysait la situation. Les nazis avaient envahi la Pologne en espérant ainsi se rapprocher des frontières soviétiques, l'encercler et la prendre en tenailles. L'URSS était parfaitement en droit d'envahir la Pologne. On disait à Trotsky qu'il appuyait une invasion du stalinisme alors même que Staline voulait le tuer. Trotsky a répondu que l'invasion de la Pologne était un mal nécessaire, et que la situation historique de ce moment se résolvait globalement dans le monde, non par l'intermédiaire des petits pays, mais au travers des grands pays: l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Union Soviétique. C'étaient ces pays-là qui allaient résoudre les problèmes sociaux. Les petits pays ne comptaient pas comme instruments de progrès de l'histoire. C'étaient de petites pièces qui pouvaient seulement pencher d'un côté ou de l'autre, mais qui n'avaient pas de forces propres. Comme c'étaient les grands pays qui décidaient, les petits pays en subissaient les conséquences.

Trotsky disait que c'était un mal nécessaire que d'interrompre les droits démocratiques de la Pologne, afin de lui donner les bases d'un droit démocratique supérieur: l'État ouvrier polonais. Les Soviétiques n'ont pas fait un État ouvrier à ce moment-là, car ils n'en ont pas eu le temps. Mais ils l'ont fait plus tard. L'invasion allemande de la Pologne avait par contre pour but de

saccager ce pays. Les problèmes de la démocratie et des droits démocratiques sont déterminés par le cours du progrès de l'histoire. Si les Soviétiques n'entraient pas en Pologne, ils laissaient les Allemands s'approcher des portes de l'Union Soviétique. Si les Soviétiques respectaient les droits de ce petit pays, ils donnaient des forces à une puissance qui allait faire reculer l'histoire. Trotsky situait la démocratie en fonction de l'histoire. Il ne prenait pas la démocratie pour un costume que l'on met le dimanche, car il la considérait en fonction du progrès.

Les capitalistes disent que la démocratie permet de développer la liberté pour que le peuple décide. Mais c'est la classe dirigeante qui décide, et non le peuple! C'est différent lorsque - comme au Nicaragua - le peuple intervient mené par une direction politique anti-capitaliste. On ne peut faire une abstraction «que le peuple décide...» En Afghanistan, l'intervention des troupes Soviétiques contribue à élever les conditions de vie de ce pays, à éliminer les secteurs qui veulent réprimer et assassiner le peuple afghan.

Les Yankees occupent militairement Porto Rico. Pourquoi ne s'en vont-ils pas de là? Pourquoi tous ceux qui protestent contre l'intervention soviétique ne font-ils pas campagne contre l'occupation yankee de Porto Rico? Pourquoi ne demandent-ils pas l'expulsion de l'impérialisme des zones qu'il occupe et qui ne lui appartiennent pas? Par exemple, toute la zone du sud-est des États-Unis est mexicaine. Les Anglais ont encore des colonies en Amérique Latine. C'est là qu'il faut porter l'attention. Tout cela sert au maintien de la domination assassine de la «démocratie» capitaliste yankee. La démocratie n'existe que de nom. La démocratie n'est pas le droit de voter, mais c'est le droit de vivre, de progresser, d'élever les conditions de vie, et de rechercher les moyens de le faire. S'il faut occuper un pays pour élever celui-ci, alors ce n'est pas une occupation, ni une invasion, ni une régression. Il s'agit d'un moyen technique, scientifique, culturel pour développer le pays. Il faut aussi poser la nécessité de la démocratie soviétique dans ce pays.

Cette conception de la démocratie s'applique également à l'Afghanistan. La démocratie est un instrument de progrès de l'histoire. Respecter les droits démocratiques d'un pays quand celui-ci sert d'instrument à la réaction, pour attaquer l'Union Soviétique, ce n'est plus défendre des droits historiques nécessaires au progrès de la vie, mais bien respecter le pouvoir qui va faire reculer les droits démocratiques de la vie. L'interprétation et l'application des conclusions démocratiques sont déterminées en fonction de la nécessité de progrès de l'histoire, qu'il s'agisse de l'Afghanistan ou d'un autre pays.

Tous les auteurs - qu'ils soient d'origine trotskyste, communiste ou socialiste - qui se dressent furieusement contre l'URSS parce qu'elle envahit un pays, ou empêche que se développent les droits de ce pays, ne disent pas de quels droits il s'agit. Dans ce pays, il y a encore des féodaux. Quand ils disent : «C'est le peuple qui doit décider», ils disent des mensonges. Quel peuple? Le peuple ne décide encore nulle part, sauf dans les révolutions. La représentation électorale est une escroquerie et un mensonge. Dans les élections, toute une partie de la population - environ 20% - participe alors qu'elle est bourgeoise et n'a rien à voir avec le progrès. En Angleterre par exemple, les conservateurs gagnent car ils comptent sur 20% de voix venant de types qui n'ont rien à voir avec la vie, l'histoire, la culture, l'art, (entre autres la reine et toute sa famille).

Tous les grands détenteurs d'argent, propriétaires de banques, de l'industrie, du commerce, n'ont rien à voir avec la vie. Ils ne donnent aucune idée et n'ont ni connaissance ni culture. Cependant, ils interviennent. Des femmes et des hommes [de leur classe] de 80 ans ou plus, ne font absolument rien d'autre que toucher les intérêts de l'argent qu'ils possèdent, et ils votent! De quel droit votent-ils?

Quelle démocratie, quelle liberté défendent-ils tous les champions de la démocratie et de la liberté? La démocratie est un instrument du progrès de l'histoire. L'histoire est la lutte de classes. La lutte de classes signifie: système capitaliste ou États ouvriers. C'est sur la base de ces relations qu'il faut définir la fonction de la démocratie. Si nous exigeons la démocratie dans le système capitaliste, c'est pour avoir des droits démocratiques en vue d'impulser la lutte de classes vers l'État ouvrier. Le droit démocratique n'est pas une abstraction, c'est un instrument de progrès de l'histoire. C'est un mensonge de dire que les peuples décident. Aucun peuple ne peut décider de sa propre volonté, parce qu'il n'en a pas les moyens. Les enfants travaillent dès l'âge de 8 ans en Inde, en Amérique Latine, et même en Europe, mais ils ne votent qu'à 18 ans. Il paraît qu'ils n'ont pas de conscience suffisante pour voter, mais assez tout de même pour être exploités! S'ils votaient, ils le feraient en fonction de leur rôle dans l'économie. L'exploiteur de 80 ans qui ne fait que toucher ses rentes, a-t-il de la conscience? Oui, il a une conscience capitaliste! Il existe toute une mystification de la démocratie, entretenue par ces mêmes groupes d'origine trotskyste, ou qui se disent trotskystes, quand ils disent que le peuple doit décider. Quel peuple? En Afghanistan, ce n'est pas le peuple qui décidait. Ce n'est justement qu'à présent que le peuple décide, avec l'appui des Soviétiques, parce qu'il peut maintenant se dresser contre les grands propriétaires fonciers, ceux-là même qui recevaient le soutien d'Amin, le gouverneur renversé. Amin était soutenu par l'impérialisme, mais aussi par les partis socialistes et le mouvement d'origine trotskyste. Mais il n'avait pas le soutien de la population d'Afghanistan.

Tous ces pays ont les mêmes problèmes, qui sont des résidus, des conséquences du passé de domination féodale. Il en est de même en Iran. Comment dire que le gouvernement de Khomeiny est une dictature pareille à la précédente? La dictature du Shah était liée à la CIA. Elle empêchait le développement de l'économie, de la science, de la culture, de la civilisation en Iran, et vers le reste du monde. Elle soutenait au contraire le système de l'impérialisme. Maintenant c'est autre chose. Comment dire que l'Iran est comme avant? C'est faux! Les mouvements qui interprètent de cette manière ne voient donc pas que le mouvement mu-sulman, même avec toutes ses limitations théologiques, impulse la lutte contre l'impérialisme et prend appui sur cette lutte. Si ce mouvement est inconséquent et indécis, c'est un problème qui se résout au moyen d'un mouvement, d'un programme, d'une politique et de discussions pour incorporer la population. Mais c'est falsifier la réalité que de dire qu'il faut donner la pleine liberté en Iran comme condition pour avancer. Nous voulons la liberté complète, avec le programme socialiste. Mais nous appuyons le progrès actuel de l'Iran, même s'il est dirigé par le mouvement musulman, parce que c'est une lutte contre le système capitaliste. Nous faisons une alliance transitoire, et dans le cours même de ce processus, nous gagnons une partie de cet allié. C'est de cela qu'il s'agit avec Khomeiny.

Si les mouvements démocratiques, socialistes ou communistes, ne comprennent pas cela, ce n'est pas par mauvaise volonté de leur part, ou parce qu'ils sont des alliés du capitalisme, mais parce qu'ils n'ont pas de préparation théorique et politique. Alors ils cèdent à l'impression de

l'abstraction démocratique. Ils ne voient pas la démocratie comme un instrument de progrès.

L'Afghanistan est sous un régime féodal. Il n'y avait pas d'autre remède pour progresser que de faire ce qu'on fait les Soviétiques. Ce n'était pas seulement pour défendre les frontières de l'Union Soviétique, mais pour faire avancer l'Afghanistan, en même temps que pour défendre les frontières de l'Union Soviétique, qui est un instrument de progrès de l'histoire. C'est pour cela qu'il n'y a pas eu un seul mouvement de masses anti-soviétique. Pas un seul! Les Yankees n'ont même pas pu faire une manifestation. Tous ces mouvements gauchistes qui posent en abstrait la défense de la démocratie, représentent des cercles d'intellectuels, de fonctionnaires, vivant enfermés sur eux-mêmes, et sans contact avec le progrès et la signification des luttes. Ils ne voient pas que cette intervention soviétique en Afghanistan tend à éliminer le féodalisme, et à avancer vers l'État ouvrier. C'est sur cette base qu'il faut appuyer les revendications démocratiques soviétiques en Afghanistan, en appuyant la situation actuelle et cette intervention soviétique qui est un instrument nécessaire.

L'attitude des États-Unis avec le Shah, est-ce une intervention, oui ou non? Cet homme a volé 15 milliards de dollars (d'après ce que l'on sait...). Il n'existe aucun chef d'État qui gagne quinze milliards de dollars par son travail! Voilà ce que l'impérialisme yankee appuie. Les Iraniens ont-ils, oui ou non, le droit légitime de prendre des mesures de représailles contre l'impérialisme, pour stimuler les luttes et avancer? Ce que doivent demander tous ces mouvements qui critiquent l'URSS, - les trotskystes, les démocrates, les socialistes ou les communistes - c'est de rendre à l'Iran les milliards de dollars volés par le Shah. Ce sont les États-Unis qu'il faut juger, en tant que protecteur et souteneur de voleurs et d'assassins. Voilà ce qui est un attentat à la démocratie, et non l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan, car celles-ci vont impulser le progrès, tandis que la protection accordée au Shah vise à imposer la régression.

Les conditions de cette étape de l'histoire, qui vont aller en s'amplifiant à tout point de vue, dépassent tous les groupes existants, ainsi que les partis communistes qui n'ont pas de préparation théorique et politique pour comprendre cette intervention soviétique. Voilà pourquoi les partis communistes ont des positions différentes vis-à-vis d'elle. Ils manifestent combien ils reçoivent l'influence de la bourgeoisie de leurs propres pays, que ce soit en France, en Italie ou ailleurs. Tout ce processus va aller en s'amplifiant, en augmentant et en s'étendant. Il ne va pas s'affaiblir, ni reculer, mais s'amplifier. Les instruments de l'histoire sont les partis communistes, les grands syndicats, les États ouvriers. Il est nécessaire de donner un appui inconditionnel à la fonction historique des États ouvriers, tout en faisant des critiques partielles dans la marche même du programme. Les attitudes de groupes tels que «Rouge» en France, ou d'autres encore, ne servent pas parce qu'ils sont ou seront chaque fois plus en dehors des nécessités de l'histoire.

Les partis n'éduquent pas les cadres dans la conviction de la préparation dialectique pour agir dans ce processus. Ils prennent des positions constamment contradictoires. Par exemple, le Parti Communiste Français donne un appui direct à l'Union Soviétique, puis subitement émet des réserves face à la politique soviétique. Ce fut le cas au moment de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. C'est le cas pour la politique de l'eurocommunisme et du pluralisme qui va contre une alliance et un front unique avec l'Union Soviétique. Maintenant, il est nécessaire

d'élever l'alliance vers un front unique, sur un programme précis et conséquent de lutte anti-capitaliste.

Les partis communistes, et même les partis socialistes et les syndicats, se verront obligés de façon chaque fois plus pressante et continue, à envisager les problèmes de cette manière, parce que le capitalisme ne laisse plus de marge pour des revendications à l'intérieur même de son système. Le mouvement écologiste surgit parce que le capitalisme ne peut plus rien donner. Il n'y a donc plus de possibilité de maintenir le mouvement ouvrier, les partis ouvriers, sur le plan de revendications qui se discutent et s'affrontent dans une lutte parlementaire ou syndicale, avec la perspective de progresser peu à peu. Ceci est devenu évident car le capitalisme n'en peut plus. C'est pour cela que le mouvement écolo-giste surgit. Si à Grenade se forme un mouvement qui prend le pouvoir et parle de socialisme, c'est que le capitalisme est au bout du rouleau. Grenade, tout comme le Nicaragua, exprime aussi l'influence du socialisme dans les pays les plus arriérés du monde.

Ce processus est beaucoup plus profond que ce qui apparaît en surface. A tel point qu'il crée constamment une crise au capitalisme, ainsi qu'aux partis communistes, et les fait changer de direction. Le Parti Communiste Français par exemple, après avoir condamné l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, appuie maintenant l'intervention en Afghanistan. Ce n'est pas que l'Afghanistan soit différent de la Tchécoslovaquie, mais il existe une grande pression de la base communiste, et une grande pression du processus objectif, pour le conduire vers cette position. Entre-temps, le Parti Communiste Italien fait l'inverse et condamne l'intervention en Afghanistan. Ce manque d'assurance et d'unanimité dans les positions des partis communistes à propos de l'intervention soviétique, est déterminé par leur manque de préparation théorique et politique. Ces partis continuent à fonctionner en concevant la démocratie comme un instrument pour transformer la société.

La démocratie ne peut pas transformer la société. La démocratie bourgeoise est un instrument de l'histoire qui permet d'avancer dans les luttes, et il faut défendre les droits démocratiques comme un moyen d'influencer la population pour mener la lutte pour renverser le capitalisme quelle que soit la forme, ou la combinaison de formes nécessaires pour y arriver. Mais la démocratie n'est pas un moyen pour renverser, remplacer ou dépasser le système capitaliste.

Il n'y a pas d'avenir pour l'attitude des partis communistes qui s'orientent de façon ambiguë en exprimant des résistances et des rejets envers la politique soviétique. Ce changement de positions si rapide, ces divergences publiques et ouvertes entre le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Italien, ce manque d'unanimité des partis communistes, proviennent de leur manque de préparation théorique, du fait qu'ils n'ont pas vécu objectivement ces événements et qu'ils n'ont pas vu que la démocratie, tout en étant un instrument pour le progrès de l'histoire, n'est pas l'instrument par lequel ce progrès s'accomplit. La démocratie bourgeoise est un instrument transitoire vers un progrès, mais elle ne va pas permettre d'être elle-même dépassée, ni démocratiquement, ni parlementairement.

Les partis communistes et socialistes de France et d'Italie, qui croient dans la démocratie bourgeoise, sont en train de recevoir des expériences, des influences, et même des coups qui démontrent qu'il n'en est pas ainsi. Il faut défendre au maximum la démocratie, les droits

démocratiques, comme instrument pour le progrès, pour le dépassement du système capitaliste. Il faut chercher le maximum de progrès parlementaire et syndical afin de faire mûrir la population, montrer que le progrès est nécessaire, ainsi que les transformations sociales, pour sa réalisation. Il faut faire ces transformations sociales sans espérer que le système capitaliste y consente. Il faut donc défendre les droits démocratiques, mais les accompagner d'un programme de transformations sociales concrètes, et accomplir ces transformations. Ainsi, les masses, la petite bourgeoisie, peuvent voir que les droits démocratiques sont un instrument au sein du système capitaliste pour le progrès de l'histoire.

L'intervention ouverte des Soviétiques en Afghanistan a lieu alors que les Yankees sont en train de discuter les accords SALT, et que l'armement atomique de l'Europe est en discussion. Cette attitude des Soviétiques va influencer des secteurs de la droite yankee vers un durcissement de leur politique, et pousser des secteurs capitalistes en Europe à accepter le plan yankee. Même dans ces conditions, les Soviétiques prennent cette position, car il est encore plus important pour eux d'étendre les frontières de l'Union Soviétique, en étendant le processus révolutionnaire en Afghanistan. Ils sentent la nécessité d'étendre l'Union Soviétique pour affronter le système capitaliste qui prépare la guerre, et le démontre au travers du renforcement et de l'accroissement de l'armement atomique en Europe. Cela montre la résolution de la bureaucratie soviétique de ne pas céder au chantage, et de ne pas se tromper en ce qui concerne les Yankees. Staline se trompait, car il obéissait à des sentiments, une conscience et des intérêts bureaucratiques tels que rien ne le liait à l'histoire. Si Staline a pu se maintenir, et si le pacte avec Hitler n'a pas paralysé l'Union Soviétique, c'est parce que l'armée soviétique était issue de l'Armée Rouge, et que la classe ouvrière et l'avant-garde communiste n'ont jamais abandonné l'URSS, et ne se sont jamais abandonnées au défaitisme et au désespoir. C'est ce qui a permis à l'Union Soviétique de se ranimer et d'affronter les nazis.

Il en va autrement dans le cas actuel. Maintenant, c'est l'Union Soviétique qui prend l'initiative, avec l'appui de 20 États ouvriers, pour affronter le système capitaliste. Et elle l'affronte! Elle n'est pas prise au dépourvu comme lorsque les nazis entrèrent en Union Soviétique. La politique bureaucratique de Staline était à la base de sa naïveté. Il n'était pas un ingénu, mais la politique bureaucratique l'empêchait d'être objectif, d'être dialectiquement réaliste: c'était la naïveté de celui qui a peur de la révolution. Ce qui apparaissait comme de la naïveté, était en fait une attitude de peur devant le progrès de l'humanité, la peur de la guerre en faisait partie.

Maintenant, c'est différent. L'Union Soviétique montre qu'elle est prête à étendre ses frontières et à développer l'existence d'autres États ouvriers: Cuba, l'Éthiopie, le Vietnam ou l'Afghanistan, ce qui revient à augmenter la puissance historique de l'État ouvrier, contre le système capitaliste. Contrairement à ce que dit l'impérialisme, cela va contribuer à influencer l'Iran, ainsi que le Pakistan, l'Inde et la Turquie.

Le niveau, la qualité et les motifs de la discussion s'élèvent. Ni les communistes, ni les socialistes, n'ont de réponse à ces problèmes. Ils ne les ont pas prévus, ne les comprennent pas, n'y sont pas préparés, et ils sont entraînés et pris par l'histoire. La preuve en est que le Parti Communiste Français qui défendait la pluralité, doit maintenant appuyer les mouvements révolutionnaires qui sont contre la pluralité, comme l'Afghanistan. Ils parlaient 'des voies locales au socialisme', mais ils doivent employer des programmes, des politiques et des objectifs qui

sont universels: programme de transformations sociales, nécessité de s'imposer pour en finir avec le capitalisme, car celui-ci ne se laissera pas éliminer. La preuve en est que l'impérialisme prépare la guerre, et il le fait car il sent qu'il n'a ni force sociale, ni force économique, politique, culturelle ou scientifique pour maintenir son autorité et la direction du monde, même pas du monde capitaliste.

Le fait que les partis socialistes - comme celui de France - doivent discuter d'une certaine manière, à un certain niveau, en posant qu'ils s'opposent à l'installation de missiles atomiques en Europe, signifie qu'il y a, à leur base, une peur réelle de la guerre, et que cette base ne voit pas l'Union Soviétique comme un danger. S'il en était autrement, elle serait avec son pays. Par contre, elle met en question l'attitude de son pays. Le fait que les partis socialistes de France, d'Italie, du Portugal, rejettent ouvertement l'armement atomique, montre qu'ils ne font pas confiance au système capitaliste. Ils démontrent ainsi au prolétariat et à la petite bourgeoisie que c'est le système capitaliste, et non les États ouvriers qui sont responsables de la crise dans le monde. Ils admettent que les États ouvriers apportent le progrès de l'histoire. Autrement, ils seraient patriotiques: «Vive mon pays contre l'autre!». Mais ils se présentent devant les masses en opposants à l'armement du système capitaliste qui va attaquer un pays représentant le progrès de l'histoire.

La prochaine guerre ne sera pas comme celle de 1914, ou celle de 1939. C'est une guerre que l'impérialisme prépare contre l'État ouvrier. Cette position des partis communistes et socialistes contient les bases du progrès de la lutte anti-capitaliste, car ils s'opposent à la guerre du système capitaliste.

Il n'y a pas un seul mouvement contre l'Union Soviétique, ni contre les autres États ouvriers. Il y a des critiques contre la bureaucratie, mais pas un seul mouvement. Il y en a au contraire contre l'impérialisme yankee, qui est l'équivalent des nazis. La discussion va s'approfondir dans les partis socialistes quant au comportement socialiste face à la crise et à la préparation de la guerre. Il ne s'agit pas seulement de préparation à la guerre, mais de crise du système capitaliste qui dépossède de façon chaque fois plus virulente la classe ouvrière et la population, pendant qu'il prépare la guerre. Au sein des partis socialistes, ces conditions impulsent des discussions et des plans qui ne soutiennent pas une alliance avec le système capitaliste. Au contraire, il y aura constamment des motifs de rupture d'alliance avec le système capitaliste dont les partis socialistes faisaient - et essaient encore partiellement de faire - leur fonction.

Les États ouvriers exercent une telle influence sur les masses du monde que celles-ci sont stimulées de façon constante et profonde à voir que la solution est dans l'État ouvrier. Les masses ne voient pas l'État ouvrier comme un monstre bureaucratique et assassin. Elles voient que, même s'il faut lui faire des critiques, l'État ouvrier résout des problèmes que le capitalisme ne résout pas: plein emploi, sécurité d'existence, l'art, la science, et même le sport.

Toutes les tentatives qui visent à lancer contre les États ouvriers les mêmes accusations que contre le système capitaliste, qui veulent les mettre sur le même pied en disant que les Soviétiques occupent des pays, tout comme le fait le système capitaliste, ne sont pas acceptées par les masses. Les mouvements écologistes se sont formés, mais il n'y a aucun mouvement «contre l'occupation de l'Éthiopie ou de l'Afghanistan». Des petits groupes se

constituent avec des déshérités de la culture, de la science et de la politique, et rien de plus.

Les directions des partis communistes veulent que la classe ouvrière se limite à leur propre niveau, alors que du fait de son expérience historique, elle est inconditionnellement avec l'Union Soviétique. Elle voit que l'Union Soviétique représente un progrès irremplaçable de l'histoire, et qu'elle est le centre vital pour le renversement du système capitaliste. Elle voit que l'Union Soviétique s'oppose à ce système et stimule les luttes anti-capitalistes. L'avant-garde et la classe ouvrière du monde le voient ainsi. Le capitalisme n'a pas eu le moindre succès contre l'URSS. Les partis communistes de France et d'Italie ont des doutes sur cette politique car ils n'ont pas de préparation théorique et politique pour faire une alliance, un front unique avec l'Union Soviétique, tout en maintenant les critiques en vue de la nécessité d'un développement supérieur de la démocratie soviétique. Un front unique avec un programme anti-capitaliste est nécessaire.

Les événements d'Afghanistan vont se répéter dans d'autres pays. L'impérialisme ne peut intervenir. Il se plaint, proteste, accuse, mais il n'intervient pas. L'intervention soviétique en Afghanistan est un stimulant à la révolution en Iran. A l'inverse de ce que disent les impérialistes, ce n'est pas le peuple iranien qui voit un danger chez les Soviétiques, mais la bourgeoisie et les secteurs capitalistes du khomeinisme. Les masses, par contre, considèrent l'intervention soviétique comme un progrès. Certains secteurs khomeinistes vont mûrir et se sentir plus sûrs après cette intervention soviétique. Ils ne vont pas se sentir usurpés par les Soviétiques. Ils savent, aussi bien que les Soviétiques et que nous-mêmes, qu'il y avait une direction liée aux grands propriétaires en Afghanistan qui se préparait à porter un coup; une direction similaire aux secteurs latifundistes qui existent encore en Iran.

Il est nécessaire de faire des appels à tous les États ouvriers pour qu'ils contribuent et aident au développement de l'Afghanistan. Il est nécessaire que les États ouvriers donnent une aide économique, planifient cette aide, et donnent des crédits à l'Afghanistan, et qu'une partie de la production de la Pologne, de la Yougoslavie, de Cuba, de la République Démocratique Allemande, de la Bulgarie et de l'Union Soviétique aille à l'Afghanistan. Ceci va avoir un effet immense pour développer ce pays. L'aide économique, technologique, scientifique, l'envoi d'instituteurs et de professeurs, sont nécessaires pour élever immédiatement la capacité scolaire, culturelle et scientifique, et développer culturellement et économiquement le pays.

Cela aura un effet immense sur les masses d'Iran, de Turquie, du Pakistan, de l'Inde et du reste du monde, qui vont voir en pratique la fonction des États ouvriers. Elles le verront dans la pratique immédiate, quotidienne, et elles verront qu'elles peuvent faire de même dans d'autres pays; qu'elles peuvent élever les pays les plus arriérés au niveau le plus élevé des États ouvriers sans passer par l'étape du développement capitaliste. Il n'y a pas d'étape de démocratie bourgeoise. La bourgeoisie n'est pas en mesure, à l'étape de son développement actuel, de donner la démocratie.

Cette tâche est fondamentale car elle aura un effet immense sur la formation, sur le développement intellectuel, culturel, et la décision sociale des masses arriérées de toute l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique Latine, ainsi que sur les États ouvriers, et en particulier sur la Chine, pour en finir avec la fonction contre-révolutionnaire de la direction actuelle de l'État ouvrier

chinois.

Il faut appeler à faire des manifestations, des meetings, des réunions, des discussions dans les usines, les quartiers, les cellules des partis communistes des États ouvriers, et dans les partis communistes du monde, pour montrer qu'avec l'Afghanistan, il ne s'agit pas de l'invasion d'un pays, mais de l'extension nécessaire de l'influence socialiste au reste du monde, influence qui se transmet par divers canaux, culturel, scientifique, économique, politique, et qu'il s'agit d'étendre les conquêtes du progrès socialiste de l'humanité, parce que cette intervention se fait au bénéfice de l'humanité et non d'une nouvelle classe, ni même d'une nouvelle direction.

Il ne s'agit pas d'appuyer un pays pour renforcer une nouvelle bourgeoisie, et une direction qui va monopoliser le pouvoir et avaler les autres pays, comme on veut le montrer à propos de l'Union Soviétique. Staline avait voulu faire cela avec les partis communistes du monde, et c'est lui qui fut détruit. Staline assassina la direction du Parti Bolchevique au nom de la direction contre-révolutionnaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique d'alors. Il fut détruit, et avec lui tout l'appareil bureaucratique qui avait assassiné la direction bolchevique. Et l'Union Soviétique est allée de l'avant.

Les masses du monde sont en relation permanente avec le progrès de l'histoire dont les États ouvriers sont une partie fondamentale. C'est pourquoi les masses du monde soutiennent inconditionnellement l'appui soviétique à l'Afghanistan. Elles ne le voient pas comme une invasion, ou une imposition bureaucratique, mais comme une aide pour étendre la révolution. La même chose s'était produite à Cuba (5). Au moment de la révolution cubaine, l'Union Soviétique était disposée à intervenir, et elle est intervenue. Elle n'a pu le faire avec des troupes car Cuba n'était pas à proximité. Tous ceux qui critiquent et protestent maintenant contre l'intervention soviétique en Afghanistan, oublient délibérément de dire que le gouvernement afghan avait fait appel à l'intervention soviétique. Et même s'il ne l'avait pas fait, l'URSS a eu le droit d'intervenir, car l'Afghanistan est à sa frontière, formant un point stratégique que l'impérialisme peut utiliser contre l'Union Soviétique. De plus, c'est une impulsion que l'Union Soviétique donne à ce pays, non pour l'annexer, mais pour le développer dans la voie de la construction du socialisme.

Les camarades qui critiquent l'Union Soviétique comme si elle faisait une annexion, doivent plutôt préconiser que tous les partis communistes prennent une résolution pour expulser l'impérialisme de Cuba, dont il occupe une partie du territoire avec des armes atomiques. Il faut l'en expulser! Voilà ce que doivent proposer les partis communistes, le dire aux parlements, le discuter dans leurs réunions et leurs congrès: «L'impérialisme hors de Cuba!». Ces dirigeants n'avaient pas fait non plus de campagne pour chasser l'impérialisme du Nicaragua. Ce sont les masses qui l'ont chassé du Nicaragua, comme elles sont en train de le chasser du Salvador. Voilà tout ce qu'il faut discuter. Il ne s'agit pas de prendre des résolutions à posteriori ou de faire des déclarations générales, mais de mener une politique tendant à chasser l'impérialisme partout où il se trouve, et de s'associer aux forces qui mènent ces luttes. Ces forces, ce sont les États ouvriers et les masses du monde, qui font cette politique de façon conséquente.

CHAPITRE II

L'Union Soviétique a conscience que son intervention en Afghanistan peut entraîner la guerre. Elle le fait quand même et se prépare avec une organisation qui prévoit la possibilité de la guerre. Il n'y a aucune panique, aucune crainte. Aucun État ouvrier n'a dit : «Attention, ne faites pas cela!». Au contraire, ils disent à l'impérialisme : «C'est vous qui décidez de faire la guerre». C'est le système capitaliste qui est pris de panique, tout le système, et pas seulement les Yankees. Ceux-ci cherchent maintenant à se réunir avec plusieurs des principaux gouvernements de l'Europe capitaliste pour essayer de les attirer vers eux, provoquer des ruptures avec les États ouvriers, diminuer les relations commerciales, économiques et sociales, et obtenir une liaison plus grande avec l'impérialisme.

L'impérialisme fait tous ces détours pour justifier ses actions. Il fait étalage du raisonnement suivant: «Voyez quelle horreur, ce que les Soviétiques sont en train de faire!», bien que ce soient des mensonges, car il n'a pas raison. Le journal de la bourgeoisie française «Le Monde» dit: «Qu'est-ce que les Américains viennent faire avec leur affaire d'Afghanistan? Ceci est une comédie, car ils ont eux-mêmes accompagné Somoza jusqu'au dernier moment au Nicaragua, ou la junte du Salvador. Au nom de quoi viennent-ils donner des leçons de non-intervention?». Cette attitude, comme celle de Schmidt et de Brandt en Allemagne, montre que le capitalisme est incertain. Il n'entre pas en guerre avec résolution et assurance. Il sent que le poids de l'opposition, des socialistes et des communistes, est très grand. Même si les socialistes expriment une opposition plus faible, ils mettent aussi l'impérialisme en question, car ils voient que la guerre est leur fin à tous.

Ils voient également que la guerre ne rencontre pas d'adhésion populaire. Au moment de la Deuxième Guerre Mondiale, ils la justifiaient en disant que les nazis étaient les responsables. Mais aujourd'hui, ils ne le peuvent plus: c'est l'État ouvrier qui intervient en Afghanistan, et un affrontement contre lui ne rencontre pas d'appui populaire. Cela indique l'immense autorité de l'État ouvrier soviétique. Le système capitaliste panique, car il ne sait pas ce qui va se passer dès les premiers jours de la guerre. Aussi fait-il mille manœuvres et mouvements afin de justifier la préparation de la guerre aux yeux des masses. Il fait des manœuvres, non seulement pour se justifier, mais pour arriver à la coordination interne qui lui fait défaut. Il a une coordination sur le plan militaire, mais non par rapport à la population. Jane Fonda a organisé une manifestation de plus de deux cent mille personnes contre la guerre, contre les Yankees, contre l'impérialisme, mais non contre les États ouvriers!

L'impérialisme n'a même pas pu faire manifester dix mille personnes pour appuyer la souveraineté de l'Afghanistan, ou pour la libération des otages de l'ambassade yankee à Téhéran. Cela montre que l'impérialisme prépare la guerre avec des pieds d'argile, qu'il va s'écrouler, s'effondrer. Les Yankees s'en rendent compte, de là leur panique. C'est pour cela aussi qu'il n'y a pas d'angoisse au sein des États ouvriers face à la possibilité de la guerre. La Roumanie elle-même n'a pas ouvertement condamné l'Union Soviétique. L'impérialisme voit le fond de toute cette situation: il voit que les États ouvriers interviennent avec assurance, et que les masses du monde ne sont pas du tout intimidées.

Lors de la précédente guerre mondiale, les partis communistes appuyaient les bourgeoisies de chacun de leur pays. Maintenant, les partis communistes sont de toutes façons avec l'État ouvrier soviétique. Le Parti Communiste Espagnol lui-même doit dire: «Oui, nous sommes pour

la souveraineté nationale, mais de quel droit les Yankees font-ils cette revendication?». C'est une désagrégation du camp capitaliste, et une insécurité de sa part pour entrer dans l'étape finale de préparation de la guerre. L'impérialisme se trouve devant deux fronts: celui des Soviétiques et celui de l'intérieur. A un moment déterminé, le front de l'intérieur va décider de la guerre. La prochaine guerre ne va pas durer des mois ou des années. Ce sera une question de jours et même d'heures. Tel est le calcul des Soviétiques. Il est correct. Les Soviétiques disent qu'ils détruiront New York et les États-Unis en une demi-heure. Ce n'est pas une blague! Ils le feront, car ils ont des armes pour cela. Ce ne sera qu'une question d'heures, car ils vont détruire l'essentiel, et tout le système capitaliste va s'effondrer.

Le capitalisme se trouve dans les pires conditions de l'histoire pour sa survie. Les masses du monde voient que le progrès est du côté des États ouvriers. N'importe quel pays, aussi petit qu'il soit – comme Grenade qui est aussi petit qu'une grenade... - dit: «Nous construisons le socialisme». On leur dit: «Mais comment allez-vous faire? Vous n'avez rien, vous avez toujours été dépendants des Anglais». Ils répondent: «Nous allons construire le socialisme. Cuba avait-il plus que nous? Bon... nous allons faire comme Cuba».

Le capitalisme ne se prépare pas avec la certitude de triompher, de s'imposer dans la prochaine guerre. Il est important de considérer la faible structure mentale des capitalistes. Leur structure est plus puissante militairement que mentalement. Leur structure mentale est très fragile, parce qu'ils n'ont pas de raison historique. A l'intérieur d'eux-mêmes, c'est la panique et non un raisonnement logique qui les pousse à agir. Ils n'ont pas l'attitude des gens qui prennent des mesures avec assurance. Même maintenant, ils décident une série de représailles contre l'Union Soviétique, mais ce ne sont pas des mesures de guerre.

L'État ouvrier soviétique a une influence énorme sur la petite bourgeoisie nord-américaine. Ce n'est pas un hasard si Carter fait la déclaration intempestive suivante: «Nous avons vaincu le complexe du Vietnam». Pourquoi le complexe du Vietnam? S'il parle de «complexe du Vietnam», c'est pour s'adresser à la petite bourgeoisie qui ne veut pas aller à la mort dans un nouveau conflit comme celui du Vietnam. Carter s'adresse à une couche immense de la petite bourgeoisie technique, scientifique, qui était un point d'appui social pour le système capitaliste et l'impérialisme, et qui aujourd'hui a des doutes et s'y oppose.

L'impérialisme se prépare à la guerre dans les pires conditions pour lui. Sa survie n'en sera que plus courte. Il fera des massacres énormes, mais sa disparition est certaine. Mais la continuité des États ouvriers l'est aussi. De là vient la panique avec laquelle les capitalistes prennent toutes ces mesures.

Si les Soviétiques interviennent avec cette décision en Afghanistan, c'est parce qu'ils s'y sont préparés avant. Les Yankees savaient de toute évidence que cette intervention se préparait. Le fait que les Soviétiques aient préparé cette intervention et soient intervenus, indique qu'ils se sentent sûrs d'eux et résolus. Staline avait abandonné au capitalisme la moitié de la Pologne. Les Soviétiques aujourd'hui interviennent eux-mêmes avant que les Yankees le fassent. Et ils interviennent résolument. Staline est intervenu et a occupé la Pologne contre son propre allié [allemand] parce que le parti et l'armée l'y ont obligé. Même s'il ne fonctionnait pas, le Parti a réagi en fonction des intérêts de l'État ouvrier en s'opposant au capitalisme allemand.

Maintenant au contraire, ce sont les Soviétiques qui prennent l'initiative et s'étendent dans le monde.

Les masses du monde voient que le progrès s'accomplit sous la forme de l'État ouvrier. Aucun pays capitaliste ne permet un progrès sous la forme du capitalisme. Dans les pays capitalistes, il y a de pures critiques, des dénonciations, une répression publique évidente. Aux yeux de l'humanité, le capitalisme est responsable de tous les maux et de l'arriération, alors que l'État ouvrier, bien que sa direction soit bureaucratique, est porteur de progrès. Un pays aussi minuscule que Grenade, ou d'autres à peine plus grands comme le Nicaragua, ou le Salvador, décident de prendre la voie du socialisme. Ils voient que le capitalisme y est opposé, qu'il va contre la nécessité logique de l'histoire. C'est comme si on voulait empêcher le soleil de se lever en le couvrant. Le soleil ne se couvre pas. Le progrès de l'histoire est comme le soleil levant. Tout le monde sait qu'il en est ainsi depuis Copernic...

Le capitalisme se prépare à cet affrontement avec une grande inertie sociale, et une grande mobilité militaire. Pour sa part, l'État ouvrier a une grande capacité militaire - supérieure même à celle de l'impérialisme - et une capacité sociale encore supérieure à sa supériorité militaire. C'est pour cela que des États ouvriers surgissent partout. A l'approche de la préparation de la guerre, des États ouvriers se forment, et il n'y a que défaites sur défaites pour le capitalisme. Il existe un sentiment de défaite dans l'esprit de tous les capitalistes.

L'intervention des Soviétiques en Afghanistan exprime l'assurance de l'État ouvrier, sa puissance, la transcendance et les perspectives de l'État ouvrier. Elle met aussi en évidence la faiblesse du système capitaliste, sa division, ses craintes. Les Soviétiques n'ont pas hésité à intervenir en Afghanistan. Ils avaient cherché d'abord à concilier avec Amin, mais quand ils l'ont renversé, ils ont agi pour protéger l'État ouvrier et étendre ses frontières, en faisant face à la possibilité de réactions défavorables de la part de l'Iran, des Yankees, du Pakistan et de la Chine. Malgré tout cela, les Soviétiques sont intervenus. Cela indique une assurance et une résolution de défendre l'État ouvrier, mais aussi une capacité de décision et de manoeuvre politiques beaucoup plus grande qu'avant, parce qu'ils ont coupé court à la possibilité pour les féodaux de reprendre le pouvoir en Afghanistan, et d'ouvrir la porte directement ou indirectement aux Yankees. L'État ouvrier déclare aux masses du monde: «Nous sommes disposés à défendre cette conquête historique, même au prix de la guerre». Les masses du monde le comprennent, elles ont vu que l'État ouvrier cherche à étendre ses frontières et à développer des conditions similaires à celles de l'Union Soviétique, c'est-à-dire contre le système capitaliste. Les masses du monde le sentent et le comprennent. Les Soviétiques sont en train d'apprendre à développer une capacité de manoeuvre politique en fonction de la finalité historique, et non en fonction des intérêts de la caste dirigeante.

Les autres interventions de l'Union Soviétique, comme celle en Pologne et en Finlande avant la Deuxième Guerre Mondiale, avaient la même fermeté, mais elles étaient menées avec moins de capacité tactique, et aussi moins d'acceptation de la part des masses. Les Soviétiques intervenaient en Pologne contre leur ancien allié nazi, et seulement une partie de la population polonaise les soutenait. Maintenant, toute la population afghane qui vit et intervient appuie l'intervention soviétique. C'est un pays peuplé de tribus nomades avec beaucoup de contrebandiers et de voleurs. La presse bourgeoise parle du «pauvre peuple afghan qui lutte,

résiste à l'Union Soviétique, abat ses avions, détruit ses tanks...». Mais elle ne dit pas qu'elle donne des armes, des moyens de transport et de l'entraînement militaire à ces rebelles. Les déclarations des capitalistes sont aussi cohérentes que celles d'un tueur, d'un assassin. Être cohérent, cela voudrait dire comprendre comment ces tribus afghanes - ces pauvres gens qui n'ont rien - apparaissent tout d'un coup avec un armement capable de battre l'armée soviétique! L'armée soviétique, qui a vaincu les nazis et devant laquelle l'impérialisme n'ose pas se lancer à l'attaque, peut être mise en déroute par ces «pauvres rebelles» armés de fusils de bois! Il faut avoir une mentalité stupide pour le croire. Ce sont des mensonges. Avant, ils disaient les mêmes mensonges à propos de la rébellion des Érythréens contre l'Éthiopie. Si les Érythréens étaient capables «de détruire quinze tanks soviétiques», comme le disait la presse capitaliste, c'est parce qu'ils avaient des armes très modernes. S'ils ont de telles armes, c'est parce qu'ils les reçoivent des impérialistes.

L'impérialisme voit le danger: si l'Afghanistan se développe, il va influencer l'Iran et le Pakistan. C'est pour cela qu'il veut couper court. C'est dans ce sens qu'il a intérêt à exploiter la situation. Du point de vue géographique, il ne peut faire grand chose dans cette zone, il n'a pas le temps d'y acquérir des forces. Il cherche donc à exploiter la situation pour contenir le progrès, et pour être lui-même un centre de la lutte contre les Soviétiques, et pour empêcher que chaque capitalisme (français, japonais ou anglais) mène des négociations particulières avec l'Union Soviétique. Mais les Soviétiques en viennent à intervenir directement parce qu'ils sont prêts à avancer dans toute la mesure du possible, même au risque de la guerre. En même temps qu'ils essaient d'empêcher la guerre, et de négocier pour l'empêcher, ils s'y préparent. Staline ne faisait pas cela. Il se préparait très relativement sur le plan militaire, mais socialement il n'était pas du tout préparé. Les Soviétiques maintenant se préparent très bien, militairement et socialement. Il existe 20 États ouvriers et les masses du monde ne se laissent pas embrouiller, elles ne considèrent pas l'intervention soviétique comme une annexion, mais comme une mesure nécessaire à laquelle les masses aspirent. Les Nicaraguayens, par exemple, attendaient anxieusement que les Cubains viennent les aider.

L'opposition à l'intervention soviétique de la part de partis ou de syndicats est très superficielle. Elle n'a rien de sérieux ni d'important. Elle provient d'ailleurs de mouvements qui n'ont pas de force d'attraction sur la conduite politique du prolétariat. Elles peuvent peser sur le plan syndical, à travers des revendications transitoires, mais elles n'ont aucun poids, historiquement sur le plan politique et social. C'est le prolétariat qui décide. Ce sont les Soviétiques, et l'avant-garde prolétarienne qui appuie les Soviétiques, qui ont de l'autorité sur le reste de la classe.

L'intervention soviétique en Afghanistan est une défaite très grande pour l'impérialisme. Les Yankees espéraient utiliser le Pakistan, s'y installer, et faire ensuite certaines concessions à l'Iran pour l'avoir aussi sous leur domination. Ils préparaient une tenaille contre l'Union Soviétique en vue de la guerre. Ils montrent toute leur stupidité d'avoir cru qu'ils y parviendraient. L'impérialisme fait des choses insensées, il agit par à-coups désespérés. De toutes façons, tous les mouvements qu'il fait sont assez prudents, ce qui veut dire qu'il rencontre beaucoup de résistance au sein même des États-Unis. La réunion que le gouvernement nord-américain a dû faire avec les producteurs de céréales - à propos de l'embargo sur le blé vis-à-vis de l'Union Soviétique -, a fait apparaître que les capitalistes

agissent en fonction de leurs propres intérêts commerciaux et non selon leurs intérêts communs en tant que capitalistes.

L'impérialisme a été impuissant à prévoir et contenir l'intervention soviétique. Ce sont les Soviétiques, et non les partis communistes, qui vont décider. Ce que font les partis communistes n'a pas d'influence au Nicaragua par exemple, alors que ce que font les Soviétiques en a. Les masses du Nicaragua ou du Salvador ne voient pas dans les Soviétiques une caste bureaucratique (ce qu'ils ne sont déjà plus: ils ne sont plus une caste, même s'ils sont encore bureaucratiques), mais elles voient que de là surgit le progrès. Elles voient que Staline, même s'il s'est maintenu pendant toute une période, a été liquidé, et que l'État ouvrier a avancé. Aux États-Unis par contre, il y a eu Carter après Ford, et rien n'a changé.

D'autre part, les partis communistes ont des positions qui expriment le doute. Le Parti Communiste Français appuie en général l'intervention soviétique, tandis que le Parti Communiste Italien ne s'y oppose pas de façon intransigeante. Il fait des déclarations politiques de circonstances, mais aucune campagne d'opposition. Le Parti Communiste Espagnol lui-même, qui critique les Soviétiques, critique aussi les Yankees, pour rester bien avec sa base. Le Parti Socialiste Français a lui aussi une attitude bien significative, il accuse également les Yankees d'avoir fait des invasions, tout en parlant de l'intervention soviétique.

L'attitude et la résolution des Soviétiques en Afghanistan est un grand progrès de l'histoire. Tous ceux qui parlent des «grandes luttes menées par les rebelles» ne se demandent pas d'où ils ont sorti leurs armes. Ce sont les capitalistes qui donnent ces armes au Pakistan pour qu'il les distribue aux rebelles, qui sont des féodaux et des bourgeois. Avant déjà, on montrait les Kurdes de Barzani comme s'ils se battaient avec des couteaux et des canifs, comme si c'était avec cela qu'ils abattaient les avions irakiens! La même chose pour les Érythréens, on les montrait faisant des actions qui ne peuvent se réaliser qu'avec des armes modernes, et pas seulement avec du courage et de l'audace. Comment va-t-on croire que les Soviétiques «bombardent au napalm», et que ces types résistent avec des couteaux, des revolvers, des boîtes d'allumettes! Voilà pourtant ce que disent les journaux. Mais les journalistes sont également responsables. Leur devoir est de dire: «Je ne transmets pas les nouvelles mensongères». Ceux qui donnent de telles informations le font avec un intérêt politique déterminé.

L'attitude des Chinois est plus prudente. Ils voient que l'affaire n'est pas simple. Les Yougoslaves, et les directions d'autres États ouvriers, jugent d'après le fait qu'ils ont connu l'imposition de la bureaucratie soviétique dirigée par Staline, et ils continuent à croire que c'est la même chose. Ils ne voient pas les changements qui se sont produits en Union Soviétique depuis Staline, et ils s'opposent à l'Union Soviétique parce qu'ils défendent eux-mêmes des intérêts bureaucratiques propres qui correspondent au stalinisme.

L'intervention soviétique s'est faite ouvertement. On discute dans le mouvement communiste mondial quel est le caractère de cette intervention. Une intervention dans un autre pays n'est pas nécessairement une invasion ou une annexion. Il y a des interventions qui sont nécessaires pour aider les pays à se développer.

La bureaucratie soviétique continué à dire «qu'elle est intervenue parce qu'elle a été appelée». Elle ne fait pas un affrontement classe contre classe, un affrontement de l'État ouvrier contre le capitalisme, mais elle veut encore laisser croire que l'on peut profiter des relations avec l'impérialisme pour empêcher la guerre. C'est pour cela que la conception de l'inévitabilité de la guerre ne s'est pas développée dans le monde, alors que les Soviétiques se préparaient intérieurement pour la guerre. Ils faisaient des préparatifs militaires pour cette fin. Mais ils donnent encore comme justification à ces préparatifs que ce n'est pas parce que la guerre est inévitable, mais que c'est un moyen de dissuader l'impérialisme d'attaquer. Ils croyaient ainsi pouvoir avancer, et désintégrer progressivement l'impérialisme, permettant l'avance des partis communistes.

Cependant, cette avance des partis communistes a produit le résultat inverse: ceux-ci se sont rendus indépendants, ou font une politique à part. Ils font même parfois une politique opposée aux intérêts de l'État ouvrier soviétique, et qui n'est pas non plus en faveur des masses de leur pays respectif. Les Partis Communistes Espagnol, Italien ou Français, par exemple, font une politique bureaucratique cherchant à concilier avec le capitalisme. Le Parti Communiste Japonais faisait la même chose, mais il a changé: l'aile anti-soviétique a été écartée. C'est pour cela qu'il y a un si grand progrès dans le Parti Communiste Japonais. Il en va de même pour le Parti Communiste Portugais.

Le capitalisme prépare la guerre avec une très grande faiblesse, et dans les pires conditions de l'histoire. Il prépare la guerre sans cohésion interne entre les différents secteurs capitalistes. Ceux-ci sont unis par une même peur de classe, et non par la défense de la libre concurrence qui donnerait une capacité de pensée et de création plus grande. Il n'y a rien à penser là-dedans! Ils sont unis par la peur. Mais ils doivent aussi admettre l'existence des États ouvriers. Les masses du monde voient que c'est le capitalisme qui recule, et non les États ouvriers. Elles voient que là où les États ouvriers interviennent, le progrès et les mouvements sociaux anti-capitalistes se développent. C'est dans de telles conditions que l'impérialisme va entrer en guerre.

L'attitude des Soviétiques montre une résolution très grande. Cela ne veut pas dire qu'ils vont consentir complètement au progrès révolutionnaire, ou admettre l'apparition d'ailes révolutionnaires, mais que le pouvoir bureaucratique va diminuer. Le triomphe et le progrès de l'Union Soviétique signifient une diminution du pouvoir de la bureaucratie. La victoire de l'Union Soviétique à l'époque de Staline a signifié la fin de celui-ci, et l'affaiblissement postérieur de l'appareil, jusqu'à la chute de Kroutchev - c'est-à-dire la chute de l'appareil brutal et rude. Par contre, Brejnev a dû faire la Constitution Soviétique actuelle pour se lier au monde. Cette Constitution déclare: «L'Union Soviétique cherche la construction mondiale du socialisme». «Elle appuie tout mouvement de libération nationale et de progrès social».

Le capitalisme est assiégé dans le monde. Il y a des États ouvriers en Amérique Latine, en Asie, en Afrique, en Europe. Le capitalisme est encerclé. Il veut encercler le monde par les armes, qui sont les instruments les plus faibles de l'histoire, tandis que les Soviétiques l'entourent par le socialisme qui est l'arme la plus forte de l'histoire. Le socialisme porte en lui les moyens nécessaires pour avancer. Les armes tuent mais ne créent pas. Le socialisme crée. Les masses du monde voient cela, et les masses Soviétiques également. Le capitalisme entre

dans la guerre avec le sentiment et la conscience que c'est la fin de son existence, le dernier acte de la tragédie capitaliste.

Les Yankees n'ont pu, et n'osent faire aucun appel aux masses nord-américaines. Les Soviétiques ne leur font pas d'appels publics, mais tout ce que font les masses Soviétiques représente un appel aux masses nord-américaines. Les Soviétiques sont intervenus ouvertement et directement en Afghanistan, alors que les Yankees ont dû cacher et déguiser leur intervention. Il n'y a aucune manifestation aux États-Unis contre l'Union Soviétique ou contre le Vietnam. Au contraire, c'est Carter qui a dû parler d'éliminer «le complexe du Vietnam». Quand il doit parler ainsi, cela veut dire que ce complexe existait. Ce n'était pas une simple formule, mais la qualification d'un état de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nord-américaine. Le complexe du Vietnam signifie qu'ils sont complexés d'avoir pu être vaincus, d'être intervenus injustement et mal à propos. Quand Carter dit: «C'en est fini de ce complexe», cela veut dire qu'ils essaient de l'effacer, mais qu'ils l'ont toujours. Ils ont le complexe de voir que le capitalisme va être vaincu. Les Yankees viennent de décréter l'embargo sur les ventes de blé à l'Union Soviétique, mais les producteurs agricoles américains se déclarent opposés à cette mesure! Telles sont leurs contradictions.

Le mouvement qui va se développer dans ce processus de préparation de la guerre, va passer au-dessus de la tête de certaines directions des partis communistes, celles qui sont timides, conciliatrices et qui ont une conception évolutive du progrès de la société. Elles vont être écartées, éliminées. Les partis communistes n'ont pas de positions sûres et fermes, ils changent, ils vacillent. Ils prennent une position, en changeant, la reprennent. Les Soviétiques ont par contre des positions fermes. Ils sont intervenus à Cuba, en Éthiopie, en Angola, au Mozambique, et maintenant en Afghanistan. Les masses du monde apprennent de cette manière ce que sont les relations mondiales de forces. Elles l'apprennent dans la pratique.

Cette intervention soviétique est un progrès très grand, et elle indique le peu de perspective d'existence qui reste au capitalisme. Non seulement il entre en guerre dans des conditions de grande faiblesse, mais encore il n'est pas parvenu à terroriser l'humanité, à commencer par les communistes. Les lettres publiées par «L'Unita» (organe du Parti Communiste Italien), qui appuient l'intervention soviétique en Afghanistan, expriment la pensée de la base communiste. Cette situation met en évidence aussi une plus grande assurance des Soviétiques qui ne se laissent pas intimider, ni par l'attitude des Chinois, ni par le front unique objectif des Chinois avec le capitalisme. Les Soviétiques voient qu'une fois la guerre commencée, les Chinois devront être avec eux et non avec les Yankees. Brown, l'envoyé de Carter, va en Chine à la recherche d'un front. S'ils arrivent à le faire, il faut s'attendre à des mouvements importants contre cette direction en Chine. Celle-ci agit arbitrairement et sans notion de rien. Mais les masses, et une partie de la direction, n'agissent pas de la même façon. Il n'y a ni vie politique, ni vie syndicale en Chine, de telle sorte que l'on ne peut pas dire avec précision quels mouvements vont se produire. Mais il est certain qu'il y a une résistance en Chine aux mesures favorables au capitalisme. Au début, la télévision montrait qu'il y avait des écoles de danse occidentale en Chine, des coiffeurs occidentaux. Mais elle ne montre déjà plus rien. Si tout cela s'était développé, la télévision aurait continué à le montrer, pour prouver au capitalisme que les Chinois font ce qu'ils disent, et pour attirer certaines couches de la population. Mais tout cela a cessé. Et même si cela continue, on ne lui donne plus la même importance qu'au début.

Ceci veut dire qu'une partie de la direction et de l'avant-garde prolétarienne et révolutionnaire chinoise attend son heure pour inter-venir. Cette direction chinoise n'a pu organiser aucun mouvement de masses important, faire des assemblées, des réunions, des congrès. Elle ne le fait pas, parce qu'elle n'est pas sûre d'avoir la majorité, ou qu'elle n'a même pas pour elle une minorité importante. Dans une guerre contre l'Union Soviétique, la Chine sera à ses côtés, et non aux côtés des États-Unis. L'impérialisme essaie tout au plus de se servir de la Chine. D'autre part, le Japon n'a pas voulu se compromettre avec les Yankees. Il sent, tout comme l'Allemagne, qu'il va disparaître dans une future guerre.

L'impérialisme n'a rien pu faire pour empêcher l'intervention soviétique. Il espérait que cette intervention entraînerait une réaction des Iraniens contre les Soviétiques. Il n'en fut rien. Les Yankees se sont empressés de dire: «L'Iran verra que c'est l'Union Soviétique qui a envahi un pays musulman». Mais les Iraniens n'ont lancé aucune attaque contre l'Union Soviétique. Il s'agit d'un processus dans lequel les États ouvriers ont toutes les conditions pour gagner, parce qu'ils transmettent la vérité. Même en Iran, le processus qui s'est ouvert ne reviendra en aucun cas en arrière. L'Iran ne peut être utilisé comme une base anti-soviétique, ni se développer comme un nouveau capitalisme.

Nous pensons, à propos des otages, que c'est une erreur de les garder plus longtemps. Il aurait fallu, soit les juger, soit les libérer. La politique la plus juste serait de les libérer, et de leur faire transmettre des résolutions, des déclarations adressées au peuple nord-américain: «Nous libérons les otages, nous les avons bien traités, nous poursuivons tel et tel objectif». Il faudrait leur faire visiter Téhéran pour leur montrer quel est le développement de ce pays. Mais la direction iranienne n'a pas cette compréhension, c'est pourquoi elle en reste au même point. Il faudrait procéder à un jugement des otages, mais cela n'est pas tellement important politiquement. Le plus important est de communiquer au peuple nord-américain les objectifs de la révolution iranienne et le progrès déjà accompli. Le Shah est un voleur et un assassin. Il a volé plus de quinze milliards de dollars. Il n'a pas acquis cette fortune en travaillant!

L'intervention soviétique en Afghanistan répond à une nécessité du progrès de la vie, de l'histoire. C'est une impulsion au progrès social et économique de l'Afghanistan. Les Soviétiques continuent ce qu'ils faisaient déjà au travers de Cuba, en Éthiopie et en Angola. Cette intervention n'est pas une annexion, mais une aide. Les masses du monde la voient et la jugent par le comportement des Soviétiques et par le résultat. Une invasion conduit à la soumission d'un pays. En Afghanistan, l'économie, la société, les relations humaines se développent. Alors, de quelle sorte d'invasion s'agit-il? Tout comme la science et la culture contribuent aux connaissances et au progrès, l'intervention soviétique fait de même. Ce n'est donc pas une invasion.

D'autre part, les masses sont en train d'apprendre que les relations décisives s'établissent entre les grandes forces de l'histoire: États ouvriers et pays capitalistes. Le capitalisme signifie la mort, la régression, l'enterrement de la culture, de l'économie. L'impérialisme s'intéresse à l'économie et non aux gens, aussi tient-il compte de l'appareil productif pour accumuler des profits, et non pour élever la vie des gens. Par contre, l'État ouvrier a intérêt à la vie des gens et met l'économie à leur service. Les masses le voient, et elles mesurent l'intervention en fonction de ce résultat, de cette interprétation. Il n'y a pas d'invasion quand on développe un pays sur le

plan culturel, économique et scientifique.

Lors de la guerre de 1940-1945, les Soviétiques ont occupé l'Allemagne et en ont fait un État ouvrier, malgré Staline. Il en fut de même en Pologne et dans les autres États ouvriers. Lorsque Staline voulut s'imposer à la Yougoslavie et qu'il se heurta à l'opposition de Tito, il n'y eut pas d'invasion de la part des Soviétiques. Ce n'était pas à cause des menaces ou des pressions du capitalisme, mais parce que la population et l'armée soviétique étaient opposées à des mesures militaires à l'encontre de la Yougoslavie et de la Chine, ils auraient aussi pu envahir la Chine. Cela veut dire que même sous le régime de Staline, ce n'était pas la bureaucratie qui décidait de toute la conduite de l'État ouvrier, mais ce mouvement qui était déjà en marche et qui finit par liquider Staline, et Kroutchev.

Les masses jugent que l'action de l'armée soviétique dans un autre pays n'est ni une invasion, ni une occupation, mais une intervention pour aider au développement de ce pays. C'est ainsi qu'il faut le dire. Les Soviétiques eux-mêmes devraient dire: «Nous sommes intervenus pour aider ce pays à se développer». Ils ne le font pas parce qu'ils ont une conception bureaucratique, et croient de cette façon pouvoir éloigner le danger de la guerre, ou du moins, ne pas précipiter ou pousser à la guerre.

Le progrès, le développement de l'humanité, n'est pas déterminé par les petits pays, mais par les grandes forces qui décident du cours de l'histoire. L'existence du capitalisme signifie le maintien des masses dans une vie arriérée. En 300 ans d'existence, il maintient la moitié de l'humanité au bord de la famine. Dans tous les pays capitalistes, des enfants meurent par centaines de la faim ou du travail. En Inde, au Pakistan, les enfants travaillent dès l'âge de 5 ans, pendant dix à douze heures par jour.

Les relations de forces mondiales sont déterminées par la participation des États ouvriers. Elles permettent à n'importe quel mouvement - comme par exemple le Nicaragua - de se décider à abattre Somoza sans craindre une intervention yankee. Les Yankees ont essayé d'intervenir, mais ils n'ont pu le faire, parce que les Soviétiques et même les Cubains allaient intervenir, et aussi parce que les masses latino-américaines se seraient soulevées contre eux. Ce sont les États ouvriers qui décident du cours de l'histoire. Le capitalisme veut les encercler pour réduire leurs forces, leur importance et leur poids dans l'histoire. Il est légitime de la part des États ouvriers de se débarrasser de toute menace, et de toute tentative d'étouffement de la part de l'impérialisme. C'est totalement juste! Une telle mesure, même si elle implique une intervention militaire, n'est pas une annexion, mais une intervention pour développer politiquement et socialement ce pays, qui autrement n'aurait pas suffisamment d'appui. Ce n'est pas une annexion, mais une mesure nécessaire pour le progrès de l'histoire, qui se décide dans l'affrontement entre capitalisme et États ouvriers.

Les Partis Communistes d'Espagne et d'Italie ne le comprennent pas ainsi. Ils croient qu'il est encore possible de respecter l'indépendance de chaque pays. Comment peut-on penser cela si le capitalisme ne respecte rien! Celui-ci ne respecte que ses propres intérêts. Il tue, assassine, empoisonne la population de toutes les manières, pour maintenir l'accumulation capitaliste, pour soutenir la concurrence inter capitaliste, et l'antagonisme avec les États ouvriers. Comment peut-on dire qu'un pays doit décider par lui-même? Il existe des relations de forces

mondiales telles que les petits pays ne peuvent décider, ce sont les grands qui décident. Du côté capitaliste, cela signifie la mort, la soumission des petits pays aux grands pays capitalistes. Du côté de l'État ouvrier, cela signifie le développement des petits pays, car l'État ouvrier n'est pas impérialiste, il ne peut accumuler des intérêts, ni soumettre à lui le reste des pays. S'il le fait, c'est lui-même qui régresse culturellement et scientifiquement. La condition d'existence de l'État ouvrier est de développer les autres pays sur le plan scientifique et culturel, et à partir de là, sur le plan économique. Quand ces partis communistes demandent «la liberté» et «le respect de la souveraineté», ils doivent lier cette revendication à la conduite sociale historique, et à la nécessité du progrès de l'histoire. Le capitalisme ne donne la démocratie nulle part, tandis que les États ouvriers doivent la donner, dans la mesure où ils permettent le développement des pays dans lesquels ils interviennent.

L'intervention en Afghanistan est la même que l'intervention en Angola ou au Mozambique. Pourquoi les dirigeants communistes n'ont-ils pas protesté contre les Cubains? Et qui peut douter que ce soient les Soviétiques qui aient aidé l'intervention des Vietnamiens en Indochine, par leur appui militaire et économique? On ne peut analyser l'histoire en disant: «Il faut respecter l'indépendance de chaque pays». Il faut la défendre, mais pour impulser et développer le progrès de l'histoire. Il n'est pas vrai que les peuples de chaque pays décident de leur propre destin. C'est vrai en Union Soviétique et dans les autres États ouvriers, mais ça ne l'est pas aux États-Unis. C'est le gouvernement impérialiste yankee qui prend les décisions. Dans des pays comme l'Afghanistan, ce n'est pas le peuple qui décidait: il ne décidait même pas électoralement, car 80% des gens ne votaient pas. Ce sont les grands propriétaires fonciers et féodaux qui décidaient, et ce sont les mêmes qui empêchent le développement du pays. L'aide soviétique élimine ces types, elle développe donc le pays. Il ne s'agit pas alors d'une invasion, mais d'une intervention et d'une participation au progrès du pays, sous la forme d'une intervention militaire rendue nécessaire pour éliminer ces secteurs qui empêchaient le développement social et économique. C'est ainsi qu'il faut analyser. C'est la même chose pour l'Éthiopie et les autres pays d'Afrique et d'Asie.

L'intervention soviétique montre que l'Union Soviétique a besoin de pousser le monde à prendre sa propre voie, et non de le soumettre à elle. Pas un seul des pays dans lesquels l'Union Soviétique est intervenue ne se trouve dans un état de soumission. Ils se sont tous développés, en-tre autres le Vietnam. Comment peut-on dire alors que l'intervention soviétique équivaut à une annexion, et défendre une position selon laquelle «chaque pays doit être souverain». Cela n'existe pas. En Afghanistan, le peuple ne pouvait pas décider, car ce sont les camarillas féodales qui ont toujours décidé. Si les Soviétiques ont dû déloger Amin, c'est parce que celui-ci était en négociations avec les féodaux, les capitalistes et les Yankees.

Les Yankees ont appuyé le Shah d'Iran, ils l'ont accueilli et protégé politiquement et militairement. Ils ont protégé un assassin et un voleur de quinze milliards de dollars. Voilà de l'annexion! Les communistes italiens doivent le dire ainsi. Ils doivent dire que ce sont les Yankees qui font des annexions. En protégeant le Shah, ils se sont annexés quinze milliards de dollars! Ils protègent le vol, l'assassinat. Les Soviétiques ne vont ni voler, ni assassiner, mais donner une impulsion à un pays parce qu'ils en ont eux-mêmes besoin pour élever les conditions de l'État ouvrier vers le socialisme.

Il faut appuyer inconditionnellement toute mesure telle que cette intervention soviétique, qui signifie une impulsion de l'Afghanistan vers un État ouvrier. Il faut en même temps appeler la population à intervenir, à participer à des discussions, à organiser des syndicats, des comités de quartiers, des comités dans les campagnes, faire participer rapidement les populations en proposant un programme de développement de la culture, des connaissances scolaires et artistiques, intensifier les programmes culturels et scientifiques au travers de la radio et de la télévision, créer des cadres dans le camp syndical, universitaire, pour que les gens interviennent dans ce processus, s'adresser aux groupes nomades dirigés par ces grands propriétaires afin de les gagner. L'Union Soviétique était pleine de groupes nomades comme ceux d'Afghanistan, et elle les a incorporés à la vie sociale soviétique.

C'est sur cette base que les partis communistes doivent interpréter l'intervention soviétique. La critique que l'on peut faire à la direction soviétique concerne la limitation qu'elle met au développement de la démocratie soviétique interne. Il faut alors demander qu'il y ait plus de démocratie soviétique. Mais les partis communistes doivent commencer par la pratiquer eux-mêmes avant de la demander aux Soviétiques! Les communistes italiens ou français ne peuvent demander une plus grande démocratie aux Soviétiques quand on ne discute pas dans leur propre parti.

Il faut appuyer la réforme agraire, lui donner un caractère systématique, distribuer les terres aux paysans, et faire des coopératives collectives et des coopératives d'État, exproprier les grands propriétaires et donner les terres aux paysans, tout en faisant un plan de production soutenu par l'intervention technique de l'État, ou bien sous forme de terres étatisées, travaillant sous le contrôle direct de l'État. Il faut en même temps élever la vie syndicale, politique, l'organisation de coopératives et intensifier l'éducation, le plan d'alphabétisation, d'éducation politique, faire un plan de production industrielle, développer un plan répondant aux besoins de la population, en logements, en routes, en moyens de transport, en hôpitaux, en eau courante, en gaz, en électricité, en production d'aliments de toutes sortes. Que la population voit qu'il s'agit d'un programme qui ne va pas profiter aux secteurs capitalistes, qui ne va pas orienter la production de façon à affirmer ou reproduire les intérêts capitalistes, et donc des conditions d'exploitation. Il faut former des organes dans les écoles, les usines, les quartiers, qui discutent ce programme et son application, de façon à élever la capacité politique et culturelle de la population pour qu'elle intervienne dans la production. Cela va lui donner une immense confiance.

Il faut élever l'éducation politique des masses, mais en comprenant que c'est sur la base d'un tel programme que la population va élever son intérêt et sa capacité pour apprendre. La population va le comprendre rapidement, car elle va associer le plan d'éducation au progrès de son propre niveau de vie, et elle verra une union entre la préoccupation politique et le programme pour satisfaire les nécessités de la vie.

Le gouvernement soviétique doit donner tout son appui et faire des prêts, donner une aide économique, et lancer des appels au mouvement ouvrier international, au mouvement révolutionnaire, pour qu'il appuie ce mouvement d'Afghanistan. Il faut faire des appels aux mouvements musulmans du monde entier pour qu'ils appuient ce mouvement qui tend à sortir les masses de l'arriération. Il faut faire sentir au mouvement musulman mondial que l'Union Soviétique et les autres États ouvriers sont préoccupés et intéressés au développement du progrès des populations, qu'elles soient catholiques, musulmanes, juives, ou de toute autre religion. Les États ouvriers ont une préoccupation objective pour le développement social et

culturel des populations. Il faut faire ainsi pour influencer le mouvement musulman, et faire sentir aussi aux masses musulmanes d'Iran qu'il n'y a pas de contradictions entre le développement social et culturel du mouvement musulman, et les États ouvriers. La religion n'est pas un obstacle. Les États ouvriers ne la considèrent pas comme un obstacle ou un empêchement au développement culturel, social, ou économique des populations.

La population doit intervenir et diriger ce processus. Il faut qu'elle apprenne à le faire. De cette façon, on empêchera la formation de l'appareil bureaucratique, qui contient, dévie le processus d'élévation scientifique et culturelle de la population.

En Afghanistan, il y a une lutte interne au cours de laquelle, et même avec retard, la direction de ce processus est en train de se former. Les Soviétiques et les partis communistes sont intervenus avec retard, mais une direction est en train de se former. Il y a une élévation de la lutte, tant intérieure qu'internationale. Il est évident que l'impérialisme a intérêt à bloquer l'autorité et l'extension de l'autorité politique de l'Union Soviétique.

L'intervention soviétique n'est pas une invasion. Les invasions sont destinées à écraser ou empêcher le développement d'un pays. L'Union Soviétique fait l'inverse: elle développe le pays. Mais tous ceux qui demandent l'expulsion des troupes soviétiques d'Afghanistan, ne devraient-ils pas faire une campagne spéciale pour expulser les troupes yankees de Cuba? Elles occupent illégalement Guantanamo, une partie du territoire cubain. Elles sont là pour essayer d'empêcher le développement économique et social de Cuba. Si elles n'y parviennent pas, c'est que les relations de forces mondiales ont empêché l'impérialisme d'intervenir.

Le processus actuel est une lutte entre système capitaliste et États ouvriers. C'est une lutte système contre système. Les masses du monde se guident sur les États ouvriers et non sur les pays capitalistes. Elles suivent les partis communistes parce qu'elles voient en eux les représentants des États ouvriers. Même si les partis communistes ne le disent pas, les masses les voient comme les représentants des États ouvriers, et comme l'instrument pour éliminer le système capitaliste et faire de nouveaux États ouvriers.

Les masses du monde voient aussi les préparatifs de guerre, et elles n'ont pas peur. Le capitalisme espérait paralyser les masses avec le danger de la guerre, mais elles ne se laissent pas intimider. L'arrogance militaire, la toute-puissance des armes yankees, n'ont pas intimidé les masses du monde. Celles-ci se sentent soutenues et protégées par les États ouvriers. Elles sont alliées à eux, ainsi qu'aux grandes masses des partis communistes de France, d'Italie, du Japon, du Portugal, et en partie d'Espagne. Elles se sentent pleines d'assurance et agissent en conséquence. Elles ne manquent pas de perspectives, elles voient que le progrès signifie: étatiser, faire participer les syndicats, faire fonctionner les organes d'intervention dans les usines, les quartiers, les écoles.

Les masses apprennent des États ouvriers qu'elles peuvent passer du niveau le plus arriéré de l'économie au niveau le plus élevé. Même si elles n'ont pas de moyens économiques pour développer leur pays, elles sentent que la vie est celle de l'État ouvrier, comme par exemple le Nicaragua, l'Angola, le Mozambique.

Les masses du monde ont rejeté la campagne de l'impérialisme contre le Vietnam.

L'impérialisme a dû abandonner cette campagne. Les masses ont vu que le Vietnam n'est pas intervenu au Cambodge pour l'écraser, mais pour le faire progresser. Tous les Vietnamiens qui se sont enfuis étaient des voleurs qui fuyaient le travail et la construction du socialisme. Les masses ont vu que ce n'est pas l'État ouvrier qui martyrise, torture, maltraite. C'est ainsi qu'elles jugent. Elles voient que les États ouvriers sont ceux qui empêchent l'impérialisme de se lancer contre les mouvements révolutionnaires existants dans le monde. L'impérialisme ne peut intervenir comme avant, où et quand il veut, parce que les États ouvriers sont là.

Le capitalisme prépare la guerre dans des conditions où les masses sentent que le progrès se trouve dans l'État ouvrier et non dans le système capitaliste. Elles apprennent et déduisent que les critiques à faire aux dirigeants des États ouvriers doivent porter sur le manque de démocratie socialiste, c'est-à-dire la démocratie pour construire le socialisme, et non que chacun puisse dire ce qu'il a envie de dire. Elles ne se laissent pas intimider par les dissidents, qui ne donnent aucune idée, et qui sont des fugitifs de l'État ouvrier. Elles comprennent que l'État ouvrier, même s'il doit être critiqué, est la force qui appuie le développement des transformations sociales, et qui ouvre les conditions pour le progrès social, culturel et scientifique. Telles sont les rapports de forces mondiaux. Les masses voient que les Yankees ne peuvent intervenir, car alors les Soviétiques ou Cuba, ou le Vietnam, interviennent à leur tour.

Les masses voient que le Vietnam ne s'est pas laissé intimider par l'invasion chinoise. Là, il y avait une invasion! Les Vietnamiens ont su se défendre et chasser les Chinois. Ils ont une énorme influence sur les masses chinoises. Beaucoup de ceux qui protestent aujourd'hui contre l'intervention soviétique en Afghanistan, n'ont pas protesté contre l'invasion chinoise au Vietnam. C'était pourtant bien là une invasion, car elle visait à écraser le développement social du Cambodge et du Laos, pour que la Chine n'en reçoive pas l'influence. Ce sont les Chinois qui ont perdu. Le Vietnam, soutenu par le rapport mondial des forces, a tenu bon. Les Yankees n'ont pas pu intervenir, car l'Union Soviétique était là. Pour la même raison, les Chinois ont calculé leur intervention, millimètre par millimètre. Une fois passée une certaine limite, l'Union Soviétique allait intervenir. Les Vietnamiens, après avoir supporté des dizaines d'années de guerre, sans moyens, ont vaincu les Chinois et les ont obligés à se retirer. Les masses du monde voient cela, et jugent la conduite des Vietnamiens. Ceux-ci auraient pu annexer le Cambodge et le Laos. Ils ne l'ont pas fait. Au contraire, ils impulsent leur développement. Le socialisme ne se construit pas avec des annexions, mais le socialisme a besoin d'impulser la lutte anti-capitaliste, et de construire des bases pour de nouveaux États ouvriers.

Dans ce processus, il y a des limitations dues au manque de maturité, de préparation de cadres, de vie politique, culturelle, scientifique antérieure. Cela a permis le développement d'appareils bureaucratiques. La lutte contre le système capitaliste oblige à concentrer la vie politique, culturelle, militaire, en fonction de cet objectif, et cela permet aux appareils de se former. Mais les appareils bureaucratiques ont de moins en moins de conditions pour intervenir à leur profit. Ils doivent agir plus objectivement contre le capitalisme. Cela mène à un développement culturel, social et politique de la population à un niveau plus élevé, et cela affaiblit l'appareil bureaucratique des États ouvriers et des partis communistes. Les partis communistes doivent en discuter.

L'intervention soviétique en Afghanistan est une nécessité de l'histoire, pour empêcher la formation d'un gouvernement de structure féodale qui s'allie à l'impérialisme et menace l'Union Soviétique, l'Iran, et la révolution dans toute cette zone. Tel est l'objectif de cette intervention. Les masses du monde voient avec joie et satisfaction cette défaite de l'impérialisme. Elles ne s'orientent pas en fonction des déclarations de la presse, de l'ONU, ou des impérialistes.

Au moment de l'intervention vietnamienne au Cambodge, la presse capitaliste et les impérialistes disaient: «Le Vietnam annexe le Cambodge!». Les masses ne se sont pas guidées là-dessus. Leur expérience, leur capacité culturelle, est infiniment plus élevée que celle de tous les dirigeants des partis communistes. Elles n'ont pas de préparation culturelle et scientifique, mais elles ont une compréhension politique et sociale très élevée du fait de l'expérience qu'elles ont de la vie, et parce qu'elles voient dans l'intervention des Vietnamiens et des Soviétiques une impulsion au progrès des autres pays.

Cette intervention soviétique n'est pas une annexion au profit de l'Union So-viétique, mais une intervention qui va développer l'Afghanistan. Les capitalistes crient «Annexion! Annexion!», car ils veulent empêcher le développement anti-capitaliste de l'Afghanistan et de toute cette zone. Aucun pays, occupé par les Soviétiques, les Cubains ou les Vietnamiens, n'a gardé un régime capitaliste. Au contraire, ces pays ont éliminé le capitalisme et ont créé des conditions pour le développement de l'économie, de la culture, de la science et de l'art. Voilà la conclusion à tirer.

J. POSADAS

31 Décembre 1979 - 5 Janvier 1980